



COMPTE RENDU CGT DU CHSCT

du 25 septembre 2019



En préambule, les organisations syndicales Solidaires et FO lisent une déclaration liminaire. Elles interpellent la direction sur l'absence de réponses tangibles aux signalements et dénoncent les coupes dans les effectifs (à la DGFIP, aux Douanes) qui mettent à mal les missions de service public et dégradent les conditions de travail des agents. À la DRFiP, plus d'un agent sur deux était en grève le 16 septembre dernier dans le Bas-Rhin pour rejeter le projet de réseau de proximité.

En réponse, la présidente par intérim du CHSCT précise que toutes les questions relatives au nouveau service de proximité de la DRFiP seront traitées dans le cadre du CHSCT d'octobre, ainsi que tous les signalements remontés depuis le début de l'année.

1. Procès-Verbal du CHSCT du 13 mars 2019

Approuvé à l'unanimité. Les organisations syndicales (OS) pointent sa validation tardive.

2. Point de situation, budget du CHSCT

Validation des propositions complémentaires d'utilisation des crédits pour l'année 2019

Les dépenses suivantes ont été examinées :

DRFiP :

- Motorisation de la porte des toilettes pour permettre l'accès à une personne handicapée : validée.
- Commande de 20 sacs à dos pour ordinateurs portables : validée.
- Fournitures ergonomiques (supports de double-écrans, souris verticales, piles ...) : validées.

S'agissant des repose-pieds, la médecine de prévention met en garde contre la généralisation, le matériel n'étant pas profitable à tous. À défaut de suivi, trop chronophage, il pourrait être envisagé de demander aux agents et encadrants de remettre les repose-pieds inutilisés.

La proposition de commande de supports de triple-écrans (à titre d'expérimentation) est rejetée. Les organisations syndicales craignent que ce « mur d'écrans » isole les agents concernés de leurs collègues. Elles préconisent d'attendre l'avis ministériel avant de lancer l'expérimentation.

Douanes :

L'achat complémentaire de gants anti-coupure de grandes et petites tailles est validé à l'unanimité.

INSEE :

Achat de ventilateurs supplémentaires. La commande est rejetée, la pièce présentée étant une promotion. Un devis sera présenté début 2020.

Fourniture et pose de filtres solaires. La proposition est rejetée. Les représentants CGT pointent que de nombreux agents estiment que le gain en termes de protection contre la chaleur ne contrebalance pas la perte de luminosité. Il n'y a par ailleurs aucune urgence à se prononcer. Il conviendra d'affiner les besoins (en fonction de l'orientation, de l'étage ...) avant de nouveaux engagements de dépenses.

3. Bilan de la radioprotection 2018 (Douanes)

Concerne le contrôle des installations ionisantes des services des Douanes d'Entzheim et de Saverne. Aucun problème n'a été détecté.

4. Présentation des extraits du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) et du Plan Annuel de Protection (PAP) de la Brigade de Vérification des Comptes Informatisés (BVCI)

Ce point reporté à la prochaine réunion du CHSCT du fait de l'absence du représentant de la BVCI

5. Présentation du Guide de prévention du risque amiante dans la gestion des bâtiments

Ce point reporté à la prochaine réunion du CHSCT du fait de l'absence de l'inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST) qui devait présenter ce point.

6. Accidents de Service – Fiches de signalements et signalements dangers graves et imminents

a. Tableau de suivi des accidents de service

Les accidents de travail constatés depuis juin 2019 concernent :

Douanes : 1 accident de travail ;

INSEE : 1 accident grave de trajet en vélo (refus de priorité)

DRFiP : Le tableau de suivi n'a pu être présenté sous sa forme habituelle, pour des raisons techniques. Les Organisations Syndicales (OS) regrettent le manque d'informations précises sur les circonstances et le suivi des accidents. Le bilan des accidents survenus en 2019 sera donc représenté au premier CHSCT de 2020.

b. Étude des Fiches de signalement, signalements dangers graves et imminents (toutes directions)

DRFiP : Propos injurieux. Concernant ces signalements, la direction précise l'existence d'une « mention générique » sur le bloc-note de l'utilisateur impliqué. Cette mesure a pour objectif d'alerter les agents de l'existence d'un antécédent afin de prévenir ou de mieux répondre à d'éventuelles récurrences. La direction dit être très attentive à ce qu'il n'y ait pas de banalisation des incidents.

L'incident survenu dans le service PGD a justifié la visite de la médecine de prévention. La médecin de prévention déplore les conditions de cette visite, planifiée en pleine réunion de service, qui ont empêché toute libération de la parole. Ce n'est qu'au cours de rendez-vous individuels ultérieurs qu'elle a pu recueillir l'expression du malaise des agents, relatant des tensions et un service en souffrance ainsi qu'un problème de management. En réponse, la direction précise les particularités propres à ce service : la charge de travail a mis du temps à atteindre son rythme de croisière dans un service créé il y a deux ans, les profils de postes sont particuliers avec une durée d'occupation minimale de 3 ans. Les organisations syndicales pointent que 2 ans, c'est très long lorsque des problèmes organisationnels d'une telle ampleur persistent dans la Division Domaine. Elles craignent des demandes de mutation massives dans ce service du fait de cette souffrance au travail et de ses conséquences. La direction « acte » les différentes difficultés soulevées mais sans engagement de régler rapidement la situation.

Suspicion de tentative de suicide : face à des dangers graves et imminents de cette nature, la direction précise qu'elle peut être jointe sur le téléphone de permanence qui va être rappelé aux agents. Cela n'exclut cependant pas de prévenir préalablement les services de secours concernés pour une prise en charge rapide.

7. Point sur les derniers exercices d'évacuation

INSEE : pas de nouvel exercice depuis le dernier CHSCT de juin 2019.

Douanes : Un exercice effectué à la Direction le 5 juillet 2019 avec utilisation d'un Evac Chair pour une personne à mobilité réduite.

DRFiP : Les OS demandent à la Direction que les syndics des immeubles dont la DRFiP est locataire et qui n'ont pas effectué d'exercice incendie en 2019 (Trésoreries) se voient rappeler leurs obligations légales. La Direction s'est engagé à le faire. D'autres exercices auront encore lieu cette année (CPS, 35 av des Vosges ...).

8. Présentation du Centre de Prélèvement Service (CPS - pour information)

Ce service de la DRFiP situé actuellement rue du Général Picquart à Strasbourg déménagera dans les locaux de la Direction – 4 place de la République - au 1^{er} septembre 2020. Il a vocation à devenir un centre de contact. Le projet de travaux a été suivi par un cabinet d'architectes et un ergonome du pôle ergonome du ministère (coût global de 850 000 €). Le nouveau plan des locaux a été présenté hier aux agents du CPS et aujourd'hui au CHSCT. Les bureaux se trouveront au 2^e étage (il n'y aura plus de plateaux) et une salle de réunion et un espace détente avec une pièce cuisine sont prévus au 3^e étage : Une VMC sera également installée dans cette aile du 3^{ème} étage, ainsi qu'une isolation phonique sur les murs des bureaux, des cloisons phoniques entre les agents et des lumières LED avec variation de luminosité en fonction de l'éclairage extérieur. **Le projet sera finalisé courant décembre 2019 et les travaux se dérouleront entre février et juin 2020.**

La CGT regrette que la surface par agent soit limitée à environ 8 m² et rappelle l'inquiétude des agents en ce qui concerne leur futur lieu de travail et le sous-effectif chronique du service (31 agents au lieu de 44 ETP prévus actuellement).

La CGT rappelle que les agents espéraient des espaces de travail en plateaux comme actuellement (ainsi que le prévoient les plans initiaux des architectes mandatés). Ce type de locaux est jugé plus adapté par les agents pour leur mission de réponse aux appels téléphoniques. Le terme de volontariat utilisé par la Direction pour le travail effectué en fin de semaine effectué par des agents du CPS -futur Centre de Contact - (7 semaines dans l'année) a été jugé impropre par la CGT puisqu'à défaut de volontaires, les agents seront désignés d'office.

Pour la CGT, la Direction ne tient pas compte des inquiétudes et des demandes des agents du CPS quant à l'élaboration de leur futur espace de travail et à leurs futures conditions de travail.

9. Projet de réorganisation des missions de la Division des Opérations de l'État (DOE)

Cette division située dans les locaux de la Direction au 4 place de la République se recentre et déménage fin septembre – début octobre 2019 au Rez-de-Chaussée du bâtiment. Le service DOE est également réorganisé.

Les organisations syndicales ont présenté un avis commun défavorable concernant cette réorganisation (voir pièce jointe). Il a notamment été relevé les informations partielles et tardives fournies par la Direction aux représentants du personnel en CHSCT.

10. Registre Santé et Sécurité au Travail (RSST)

Douanes : 3 nouvelles inscriptions pour le service BPSE de Strasbourg Entzheim (contrôle de légionelle, odeur de cigarettes et absence de frigo dans un local)

DRFiP : le RSST est désormais plus détaillé mais reste à améliorer : Solidaires relève que la re-saisie des observations des agents entraîne une perte d'informations sur les circonstances

INSEE : mention au RSST d'un problème d'allergie due à la moquette au sol : outre le nettoyage il est prévu un shampouinage annuel de la moquette.

11. Questions diverses

A- Formation « Gestes de premiers secours »

Elle devra être effectuée par l'ensemble des agents de la DGFIP, hors les agents ayant effectué la formation Sauveteur Secouriste au Travail (SST) au cours des 5 dernières années. Un recensement sera organisé.

B - Programmation des visites de sites par le CHSCT

Sur demande de Solidaires, ces visites sont repoussées au cours de l'année 2020 du fait de la réorganisation du réseau de la DRFiP en cours.

C – Travaux dans la Cité Administrative Gaujot à Strasbourg : impact pour les agents de l'Insee

De nombreuses rumeurs courent à ce sujet depuis plusieurs mois. Quel sera l'impact de ce projet de travaux sur les agents de l'Insee ?

Ces rumeurs sont notamment étayées par la présence de différents corps de métiers procédant aux métrages, à l'intérieur comme à l'extérieur de la DR de l'Insee. On évoque la rénovation d'anciens bâtiments ainsi que la construction de nouveaux bâtiments permettant le quasi-doublement du nombre d'agents hébergés dans l'ensemble de la cité. Ce projet concerne potentiellement tous les agents de la Direction Régionale de l'INSEE et concernera leur restauration et leurs locaux (qu'elle pourrait être amenée à céder à d'autres administrations pour une partie, voire leur totalité).

La CGT demande que le CHSCT soit informé de l'avancement de ce projet. La Direction va se renseigner auprès des autorités en charge du projet, à savoir la préfecture.

D - Éclairage défaillant d'un garage à vélo + petits travaux nécessaires sur le site DRFiP d'Obernai (Solidaires)

E – Impact sur les conditions de travail des agents du site de Bischwiller de l'augmentation d'effectif prévue. Y aura-t-il de la place pour tout le monde ? (FO)

F - Combien y aura-t-il de climatiseurs réversibles et de convecteurs pour les agents du site Picquart ? (FO)
les convecteurs sont prévus pour le CPS et les climatiseurs, plus bruyants, seront fournis aux autres agents encore présents sur le site.

G - Le service Liaison-Rec déménagera au 1er semestre 2020 (Cfdt)

Vos représentants de la CGT à ce CHSCT :

Sylvain MOREAU

Gilles STREICHER